

19 avril 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Hailemariam Desalegn, Premier ministre éthiopien et président de l'Union africaine, sur les relations franco-éthiopiennes et sur la libération des otages français enlevés au Cameroun, à Paris le 19 avril 2013.

LE PRÉSIDENT : Mesdames et Messieurs,

J'ai accueilli ce matin le Premier ministre de l'Éthiopie mais aussi le président de l'Union africaine qui va célébrer son 50<sup>ème</sup> anniversaire à Addis-Abeba dans quelques semaines.

Je veux dire tout le prix que j'attache à l'intervention de l'Union africaine dans des conflits qui aujourd'hui, hélas, préoccupent non seulement l'Afrique mais le monde entier.

Je veux souligner le rôle tout particulier de l'Éthiopie pour permettre la résolution de ces conflits.

Je pense notamment à ce quest l'engagement de l'Éthiopie au Soudan pour rapprocher les points de vue, faciliter le dialogue et permettre, qu'il y ait entre les deux États les meilleures relations possibles.

Je veux aussi souligner ce quest l'intervention nécessaire de l'Éthiopie, dans un cadre international, en Somalie pour permettre, à ce pays, qui vit une déstabilisation depuis trop d'années, de retrouver la sécurité. Je sais également ce que fait l'Éthiopie dans toute l'Afrique centrale, avec nous d'ailleurs, pour trouver une solution en République démocratique du Congo (RDC) et je me suis félicité que la MONUSCO ait pu être renforcée dans son mandat permettant ainsi que les Nations Unies puissent assurer une protection accrue des populations dans cette partie-là de la RDC.

J'ai remercié également le Premier ministre Éthiopien, président de l'Union africaine, pour son soutien qui nous a été apporté dans l'intervention de la France au Mali. Et nous avons convenu que, désormais, c'était aux Nations Unies, dans le cadre d'une opération de maintien de la paix, de faire en sorte que le Mali puisse non seulement retrouver sa souveraineté, c'est fait, son intégrité, sa sécurité, mais assurer son avenir pour les prochains mois. Le Conseil de sécurité aura à délibérer prochainement et nous serons, Éthiopie et France, solidaires dans ce qui sera engagé au Mali dans le cadre d'une opération de maintien de la paix.

Nous avons également évoqué les relations bilatérales entre la France et l'Éthiopie. D'abord, je l'ai dit plusieurs fois, et notamment à Dakar dans le discours que j'avais prononcé devant l'Assemblée Nationale sénégalaise.

J'ai confiance dans le développement économique de l'Afrique. L'Afrique est un continent d'avenir. L'Afrique est un continent de croissance. L'Afrique n'est pas simplement une accumulation de ressources naturelles considérables. Ce n'est pas simplement une démographie, une population jeune. L'Afrique est un ensemble, aujourd'hui, de pays qui ont fait l'effort de développement et qui vont maintenant accéder à des technologies. L'Éthiopie fait partie des pays les plus dynamiques d'Afrique après avoir longtemps connu une situation de pauvreté engendrée par des conflits.

La France doit investir en Éthiopie. Cet après-midi, il y aura des rencontres entre le Premier ministre éthiopien et les entreprises françaises. Des entreprises françaises sont présentes notamment dans le domaine de l'énergie et des infrastructures. Mais nous devons faire davantage.

Le niveau de nos échanges n'est pas à la hauteur de ce que nous pouvons attendre de la France et espérer du développement de l'Éthiopie.

Nous sommes également convenus d'intensifier nos relations culturelles et je salue ce qui a été décidé pour l'avenir du lycée qui a été non seulement sécurisé mais, en même temps, pérennisé. Parce que la langue française doit être également portée dans des pays qui ont eu jusqu'à présent une autre tradition linguistique.

Nous avons également renforcé nos relations en matière de défense et souhaitons développer notre coopération sur le plan touristique. Nous ferons tout ce qui est possible pour assurer la présence d'opérateurs français en Éthiopie mais également de promouvoir le tourisme parce que l'Éthiopie est l'un des plus beaux pays du monde, avec la France !

Enfin, nous avons évoqué la question de la sécurité dans beaucoup de pays africains.

Et aujourd'hui vous le savez il y a un immense soulagement.

Les otages, qui avaient été capturés au Cameroun, emmenés au Nigeria : la famille Moulin-Fournier ont été libérés.

Je veux remercier toutes les autorités qui ont contribué à cette bonne nouvelle pour les familles et à cet immense soulagement pour les Français. Avec la France, ces autorités, du Nigeria et du Cameroun, ont permis à travers des contacts qui ont été passés ces dernières semaines, d'obtenir la liberté pour cette famille, qui a été éprouvée. J'ai eu ce matin-même au téléphone le père de famille, Tanguy MOULIN-FOURNIER. Dans les mots que nous avons échangés, il m'a dit qu'il était en bonne santé, autant qu'on peut l'être après deux mois de détention avec sa famille. Je pense aussi à ses enfants, ses quatre enfants. Il m'a dit combien il était soulagé, combien il était heureux de ce dénouement. Je lui ai dit aussi notre immense fierté. Je sais ce qu'a été la condition difficile de la détention de cette famille. Je pense que tous les Français sont conscients de ce qu'elle a pu éprouver. Voilà, c'est une heureuse nouvelle, c'est un immense soulagement mais qui nous rend encore plus déterminé pour libérer les otages qui sont encore détenus.

Je rappelle qu'un otage a été enlevé au Nigeria et sept autres ont été retenus au Mali. Nous pensons à eux, à leurs familles, dans ce moment heureux puisqu'il y a, aujourd'hui, la libération de la famille MOULIN-FOURNIER.

Le ministre des Affaires étrangères est en partance pour Yaoundé et cette famille reviendra en France.

Je veux remercier aussi l'Union africaine. Tout le monde a contribué à cette solution.

Je sais aussi qu'il y a cette volonté partout d'assurer la sécurité. Car si nous voulons qu'il y ait des échanges, si nous voulons qu'il y ait des investissements, si nous voulons qu'il y ait des entreprises qui s'installent en Afrique, nous devons assurer la sécurité et lutter partout contre le terrorisme.

Merci.

LE PREMIER MINISTRE ETHIOPIEN : Merci beaucoup Monsieur le Président.

Je suis extrêmement heureux et je vous remercie de cette invitation. Invitation de vous rendre visite en France à cette époque importante. Je suis très heureux que nous puissions renforcer la coopération entre la France et l'Éthiopie, ainsi qu'avec l'Union africaine et l'Afrique.

Merci beaucoup Monsieur le Président, encore une fois, de cette invitation. Je suis tout à fait d'accord avec ce qui a été dit par le président. C'est effectivement l'esprit des échanges que nous avons eus ce matin. Nous avons parlé d'une série de questions qui préoccupent à la fois l'Afrique, la France et l'Éthiopie, notamment la France et l'Éthiopie au niveau bilatéral.

En ce qui concerne la paix et la sécurité : c'est très important pour l'Afrique. Nous avons salué et remercié la France de son soutien à la paix et à la stabilité en Afrique, en particulier à l'heure actuelle au Mali et en République centrafricaine. Ainsi que le soutien de la France dans d'autres régions d'Afrique, y compris la République démocratique du Congo, la Somalie et son rôle dans la pacification du Soudan et du sud-Soudan. Ce sont des domaines de coopération importants pour nous avec la France.

L'Union africaine est également très engagée sur le changement climatique. Nous souhaitons travailler avec la France à cet égard dans l'organisation, notamment de la réunion de 2015 sur le changement climatique. La France a véritablement œuvré pour cette question du changement

climatique qui concerne tout pour l'Afrique. L'Afrique qui en effet contribue très peu au

climatique qui compte tant pour l'Afrique. L'Afrique qui, en effet, contribue très peu au réchauffement climatique.

Nous avons également évoqué la question du Nil, ce fleuve qui traverse un certain nombre de pays, qui est le plus important d'Afrique. Nous sommes des pays riverains et tous les pays riverains utilisent cette ressource naturelle. A cet égard, j'ai dit au président que le Nil pouvait suffire pour nous tous, que nous pouvions coopérer et trouver une approche qui satisfasse tout le monde. Nous pouvons, en effet, utiliser les eaux du Nil sans porter préjudice aux autres pays, en particulier l'Égypte et le Soudan qui se trouvent en aval.

Je pense qu'une solution gagnant-gagnant est toujours la bonne approche et c'est une approche nouvelle. A cet égard, l'Éthiopie est tout à fait décidée à travailler en étroite collaboration avec la France, notamment pour trouver, encore une fois, une solution gagnant-gagnant pour l'utilisation des eaux du Nil.

Par ailleurs nous avons également parlé du fait que l'Afrique n'est pas uniquement perçue comme un continent qui fait face à des conflits mais l'Afrique a véritablement un visage quelle peut montrer au monde : l'Afrique qui croît. Sur les dix économies qui croissent le plus vite dans le monde, sept se trouvent en Afrique.

Durant ce siècle, l'attention économique doit véritablement se porter sur l'Afrique et j'ai véritablement invité le président, les entreprises françaises à investir en Afrique et, plus particulièrement, dans mon pays où les opportunités sont nombreuses. Nous sommes très attachés aux investisseurs qui souhaitent venir dans notre pays.

Nous avons également un processus démocratique, de respect des droits de l'Homme, auquel nous sommes très attachés. Et nous souhaitons aussi permettre de meilleures conditions de vie pour tous. Monsieur le président, je suis tout à fait d'accord avec votre propos concernant la coopération bien sûr entre nos deux pays et je vous en remercie.

QUESTION : Je représente une agence de télévision et de radio éthiopienne. Ma question au président sur les investissements en Éthiopie : y a-t-il des mécanismes pour favoriser les investissements français en Éthiopie et différents types d'activités ? Deuxième question : vous êtes l'un des pays qui soutient les activités de développement de l'Éthiopie grâce à différents programmes. En termes généraux, êtes-vous satisfait de la performance montrée par l'Éthiopie ?

LE PRÉSIDENT : La France n'est plus dans une démarche d'aide traditionnelle. La France participe à des projets. Elle répond à des appels d'offre. Elle soutient des investissements qui peuvent créer les infrastructures permettant le développement et la croissance. C'est ainsi que nous regardons l'Éthiopie. J'inciterai les entreprises françaises à répondre à tous les appels d'offre et je demanderai aux entreprises françaises d'être pleinement capables de répondre à tous les besoins que l'économie éthiopienne voudra manifester. Pour ce qui concerne les soutiens publics, il y a ce que fait l'Agence Française de Développement et il y a aussi un certain nombre de prêts que nous pouvons assurer. Pour ce qui concerne le financement des exportations, nous faisons en sorte de mettre les entreprises françaises dans les meilleures conditions. Mais, si je voulais résumer mon propos, je considère que l'Éthiopie fait partie des pays qui ont un grand potentiel sur le plan du développement, sur le plan de l'énergie notamment. Je souhaite que, dans les contacts qui seront pris tout au long de la journée par le Premier ministre éthiopien auprès des entreprises françaises, il puisse y avoir une élévation du niveau et de nos échanges et de nos investissements, pour ne pas accepter d'être le 11<sup>ème</sup> ou le 12<sup>ème</sup> fournisseur de l'Éthiopie. Ce n'est pas ce que la France peut faire dans cette région et elle fera davantage dans l'avenir.

QUESTION : Une question pour Monsieur le président de la République, pour revenir sur la libération des otages. Est-ce que vous pouvez nous préciser les circonstances de cette libération ? Comment ce sont passées les négociations ? Et est-ce qu'une rançon a été versée ? Merci beaucoup.

LE PRÉSIDENT : Aujourd'hui, c'est la libération de cette famille qui était retenue depuis le 19 février dans des conditions éprouvantes. Le père de la famille me l'a encore confirmé. Il était donc nécessaire que la France discrètement puisse utiliser tous les contacts possibles venant du Cameroun, venant du Nigeria. C'est pourquoi, je veux exprimer ma gratitude par rapport aux autorités concernées, aussi bien le président du Nigeria que le président du Cameroun, Monsieur

BIYA, qui a vraiment engagé tout ce qu'il était possible de faire en plein accord, en pleine coopération, en pleine collaboration avec la France. J'y ai veillé tout particulièrement. Je le dis souvent, c'est en étant le plus discret possible que nous pouvons être le plus efficace. Vous connaissez la position de la France, nous recherchons tous les contacts, nous utilisons les intermédiaires qui peuvent être les plus utiles mais nous ne cédon pas sur des principes. C'est ce qui a été fait pour obtenir cette libération. Pour les rançons, je pense avoir été suffisamment clair pour dire que nous ne changeons pas notre principe qui est le non-versement par la France de rançons.

QUESTION : Monsieur le président. Il y a désormais, vous l'avez rappelé, huit autres otages français détenus au Sahel. Est-ce que vous avez des nouvelles de ces otages ? Et, par ailleurs, est-ce que des négociations sont en cours ?

LE PRESIDENT : Pour les otages qui viennent d'être libérés, des contacts avaient pu être établis ces dernières semaines et, en particulier ces derniers jours. C'est ainsi que nous avons pu obtenir cette très bonne nouvelle pour cette famille mais pour tous les Français qui étaient conscients que, pour ces enfants, pour ces parents, c'était insupportable. Pour les otages les huit autres otages nous cherchons depuis des semaines - que dis-je des semaines, des mois pour certains - puisque cela fait plus de deux ans qu'il y a eu ces enlèvements. Nous n'avons pas toujours les contacts et je dois dire que, dans une période de guerre comme celle qui est aujourd'hui traversée par le Mali, ce n'est pas forcément la méthode la plus favorable. Mais nous ne refusons aucun moyen de prise de contact pour obtenir la liberté de nos otages. Je n'en dirai pas plus. Pourquoi ? Parce que ce n'est pas en proclamant les conditions, en disant ce que nous faisons, que nous obtenons le résultat espéré. Vous savez que j'ai reçu les familles de ces otages il y a quelques jours et je leur ai dit que nous travaillons mais que nous ne pouvons pas tout dire, mais que nous ferons tout, avec les principes que j'ai rappelés.

QUESTION : Il y a beaucoup d'inquiétudes concernant les compétences des troupes africaines au sol au Mali et notamment une inquiétude très marquée à partir du moment où la France retirerait ses troupes, ce que vous avez annoncé il y a quelques semaines déjà. Est-ce que la France serait susceptible de réévaluer son retrait, de ralentir de rythme et de maintenir des troupes sur le sol pour que la situation ne rebascule pas au Mali ? C'est la question, et Monsieur le Premier ministre, je voudrais savoir quel est votre point de vue concernant ces critiques qui montreraient que, même avec un entraînement de quelques mois, ce serait insuffisant pour les troupes africaines de pouvoir sécuriser le Mali ?

LE PRESIDENT : La France n'a pas pris cette décision, n'a pas fait cet engagement pour se retirer dans n'importe quelle condition, et dans n'importe quel délai. Nous amorçons un retrait qui est lié à la situation même du Mali. C'est-à-dire que, dès lors que nous avons libéré l'ensemble du territoire, sécurisé la plupart des villes - la totalité même des villes -, nous n'avons plus à avoir la même présence. Mais, en même temps, nous devons nous assurer que les troupes, africaines notamment, vont pouvoir avoir la même efficacité, ça prendra du temps, d'où la formation qui a été décidée, et le rôle des Européens.

Cela prendra du temps, il faut de l'équipement. Cela prendra du temps parce qu'il faut aussi avoir un cadre juridique, ce que nous allons faire auprès des Nations Unies pour avoir cette opération de maintien de la paix. Le retrait de la France sera donc progressif et sera fonction de la situation car nous voulons nous assurer que le terrorisme ne reviendra pas au Mali. Mais nous n'en avons pas terminé. Ce n'est pas parce que nous avons éradiqué, pour une grande part, le terrorisme au Mali, qu'il n'y a pas d'autres lieux de développement, parce qu'un certain nombre de ces terroristes se sont réfugiés dans d'autres pays. Et c'est là que nous devons avoir l'action de coopération internationale, et notamment dans le cadre de ce que décident les Africains eux-mêmes, pour nous garantir que le terrorisme ne resurgira pas ailleurs.

LE PREMIER MINISTRE ETHIOPIEN : Merci beaucoup. Je pense que nous avons aussi le sentiment que les troupes africaines ont leurs propres qualités, présentent leurs propres avantages lorsqu'il s'agit de travailler en Afrique car ces troupes, en effet, comprennent très bien la situation sur le sol africain et les problèmes africains. Nous savons aussi qu'il y a des limites en

terme de capacité des troupes africaines, des limites techniques, mais nous pensons qu'avec le soutien de la communauté internationale et en utilisant les avantages des forces africaines, grâce à cet effort conjoint, et il ne s'agit pas pour la France d'agir toute seule ou l'Afrique toute seule, il s'agit d'agir de concert. Notre objectif est de lutter contre le terrorisme jusqu'au bout. La lutte contre le terrorisme n'est pas pour un pays ou un autre. Nous devons tous en fonction de nos méthodes, de nos capacités, travailler ensemble contre le terrorisme en Afrique et ailleurs. A cet égard, nous pensons donc que, avec le soutien de la communauté internationale, les troupes africaines peuvent tout à fait remplir leur mandat et fournir ce soutien.

LE PRESIDENT : Peut-être une dernière question ?

QUESTION : Est-ce qu'il est possible d'en savoir un petit peu plus sur les circonstances de la libération de nos otages : quand et comment cela s'est passé ?

LE PRESIDENT : Ils ont été libérés, tôt ce matin. Ils sont aujourd'hui même à Yaoundé, et s'ils en font la demande - et ils en ont fait la demande - ils seront rapatriés pour un temps à Paris. M. Laurent FABIUS, ainsi que le Président de GDF Suez, sont en partance - ils doivent être même dans l'avion - pour aller leur dire tout notre bonheur de les retrouver sains et saufs.

Comme je vous l'ai dit, il y a eu des contacts, tout au long de ces dernières semaines, multiples, pour permettre cette libération dans les conditions qui étaient les nôtres. J'ai souligné combien l'intervention des autorités nigérianes, le président GOODLUCK, et aussi du président BIYA du Cameroun ont été déterminantes. Si cela a pu être efficace, c'est que cela s'est fait en pleine collaboration, cohérence, avec les autorités françaises. Cela s'est fait aussi - vous l'avez noté, et je n'en dirai pas davantage, parce que je pense aussi à nos otages qui sont encore retenus cela s'est fait dans la discrétion, cela s'est fait dans le secret même qui doit être à un moment préservé, dans l'intérêt même des otages.

Je respecte tout à fait le droit à l'information mais je suis soucieux de pouvoir préserver les vies. Il y a des moments moins on en dit, plus on en fait. Merci.